**Protocole standard de vérification technique et administrative quant à
l'application des mesures prévues par la loi régionale n° 44/1999
Modalités de gestion des démarches administratives relatives aux
ouvertures de nouvelles écoles de ski.**

Les articles 19, 20, 21 et 22 de la loi régionale n° 44 du 31 décembre 1999 portant réglementation de la profession de moniteur de ski et des écoles de ski en Vallée d'Aoste établissent les modalités d'ouverture des écoles de ski. Le présent document définit dans le détail toutes les démarches nécessaires afin de permettre aux écoles de ski concernées d'agir le plus simplement possible et en conformité avec les indications réglementaires en vigueur.

Conditions à remplir pour l'ouverture d'une école de ski

1. Avoir un organigramme effectif de moniteurs, dont le nombre minimum est indiqué dans les tableaux suivants :

Écoles de ski autorisées jusqu'à la saison 2006/2007 :	
Disciplines alpines et snow-board	
Débit horaire des remontées mécaniques de la station concernée (nombre de personnes)	Nombre minimal de moniteurs effectifs
plus de 15 000	15
de 10 000 à 15 000	10
de 6 000 à 10 000	5
Jusqu'à 6 000	3
Disciplines nordiques	
	Nombre minimal de moniteurs effectifs
	2

Nouvelles écoles de ski ou écoles autorisées après la saison 2006/2007 :	
Disciplines alpines et snow-board	
Débit horaire des remontées mécaniques de la station concernée (nombre de personnes)	Nombre minimal de moniteurs effectifs
plus de 15 000	30
de 10 000 à 15 000	20
de 6 000 à 10 000	10
Jusqu'à 6 000	5
Disciplines nordiques	
	Nombre minimal de moniteurs effectifs
	2

Le débit horaire des remontées mécaniques de la station concernée est indiqué au tableau suivant :

Domaine skiable	Débit horaire (nombre de Personnes)
Antagnod	7.214
Brusson	4.195
Cervinia	27.873
Chamois	5.441
Champoluc	17.610
Champorcher	8.920
Cogne	5.518
Courmayeur	25.833
Gressoney-Saint-Jean	3.923
La Magdeleine	4.200
La Thuile	34.574
Mont-Blanc	1.410
Gressoney-La-Trinité	16.092
Ollomont	1.688
Pila	25.144
Rhêmes-Notre-Dame	5.920
Saint-Rhémy-en-Bosses/Crevacol	3.692
Saint-Vincent/Col De Joux	5.205
Torgnon	9.946
Valgrisenche	3.160
Valsavarenche	1.400
Valtournenche	14.322

Sont considérés comme effectifs les moniteurs de ski qui s'engagent (par des déclarations ad hoc rédigées sur le formulaire ci-joint) à exercer leur métier de façon continue et à titre exclusif au sein d'une école et sont en règle avec l'inscription au tableau professionnel à la date de la demande d'ouverture de ladite école. En plus du nombre obligatoire de moniteurs effectifs, les écoles de ski peuvent également faire appel à des moniteurs de ski à titre non permanent. Exception faite pour la première année d'ouverture d'une nouvelle école ou pour le maintien de l'autorisation relative à l'ouverture d'une école, un nombre de moniteurs correspondant au moins au minimum prescrit doit avoir dispensé, pendant la saison précédente et pour le compte de cette même école, un nombre d'heures de cours non inférieur à cent-cinquante pour les disciplines alpines et le snow-board et non inférieur à cinquante pour les disciplines nordiques; cette condition peut ne pas être remplie lorsque des raisons graves et objectives sont constatées et reconnues par un acte spécifique du dirigeant de la Structure régionale compétente.

La vérification des heures minimales prévues est effectuée par l'inspecteur de l'Association (nommé au sens de l'art. 24) de la manière suivante :

- avant le début de la saison, l'école de ski, à condition qu'il ne s'agisse pas de sa première saison d'ouverture, doit mettre à la disposition de l'inspecteur le tableau des heures effectuées pendant la saison précédente (novembre/mai) par les moniteurs qui concourent au nombre minimum de moniteurs de ski requis pour chaque école;
- après avoir recueilli les données des écoles concernées, l'inspecteur pourvoit à les transmettre à la Structure régionale compétente et, le cas échéant, met en évidence les raisons objectives ayant empêché certaines écoles d'atteindre les heures minimales prévues ;

- par un acte du dirigeant, la Structure régionale compétente atteste les cas de dérogation au respect des heures minimales prévues ou dispose la fermeture des écoles n'ayant pas justifié le non-respect de ladite obligation par des raisons objectives.
2. Être en mesure de fonctionner sans interruption pendant toute la saison d'hiver (ou d'été, le cas échéant) et posséder les caractéristiques logistiques suivantes :
    - a. disposer d'un siège opérationnel, à savoir d'un immeuble ou d'une portion d'immeuble dans lequel l'activité de l'école est organisée et se déroule principalement et qui constitue donc le principal point de repère pour l'accès aux services offerts à la clientèle (Annexe de la DGR n° 1857 du 22 novembre 2013);
    - b. disposer de locaux autonomes destinés exclusivement à l'activité de l'école ou bien de locaux destinés à un usage mixte accueillant des services d'intérêt public ou de la collectivité; cette finalité est également poursuivie à travers la définition de la destination attribuée à l'immeuble, compte tenu de l'activité à exercer (art. 73 de la l.r. n° 11/1998), conformément aux différents instruments d'urbanisme qui règlent les constructions sur un territoire donné, et en adaptant les locaux des sièges opérationnels aux exigences du service offert à la clientèle et au respect des dispositions prévues par la loi de finances de l'État 2018, notamment à travers l'adoption de dispositifs de paiement électroniques (POS);
    - c. en cas d'existence d'un siège secondaire d'une école de ski, ce dernier doit être un immeuble ou une portion d'immeuble ayant des caractéristiques analogues à celles du siège opérationnel et doit être créé dans le but d'offrir un meilleur service à la clientèle du domaine skiable en question en cas de distance importante entre le siège opérationnel et les différentes remontées mécaniques desservant ce même domaine skiable (Annexe de la DGR n° 1857 du 22 novembre 2013).
  3. Être située dans une localité comportant :
    - a. pour les écoles des disciplines alpines et de snow-board, des remontées mécaniques appropriées et un domaine skiable;
    - b. pour les écoles des disciplines nordiques, au moins deux pistes de ski de fond d'une longueur minimale de trois kilomètres, de difficultés différentes et classées au sens de la législation régionale en vigueur;
  4. Être dotée de statuts adoptés par la majorité des moniteurs qui la composent, d'un directeur, de préférence justifiant de la qualification de directeur d'école de ski, et dans le cas d'une école mixte (disciplines alpines, nordiques et snow-board), d'un responsable technique, uniquement pour les disciplines autres que celle pour laquelle le directeur est habilité;
  5. Avoir souscrit à une police d'assurance de responsabilité civile envers un tiers.

Procédure à suivre pour l'ouverture d'une école de ski

1. Présentation à la Structure régionale compétente (Structure Organismes et professions du tourisme de l'Assessorat régional des Biens culturels, du Tourisme, des Sports et du Commerce) par l'école de ski concernée, d'une déclaration certifiée de début d'activité (SCIA) sur le formulaire ci-joint. L'activité de l'école peut commencer à compter du jour suivant la date de présentation de la SCIA.

La SCIA indique :

- a. la dénomination, les sièges - social et opérationnel - de l'école, ainsi que les éventuels sièges secondaires ou les points d'information;
- b. les données personnelles du directeur et des éventuels responsables techniques (pour les écoles mixtes);
- c. les données relatives à la police d'assurance.

La SCIA doit également être assortie des pièces suivantes :

- a. une déclaration tenant lieu d'acte de notoriété, rédigée sur le formulaire ci-joint, du représentant légal de l'école, du directeur et des membres du conseil des commissaires aux comptes attestant que les conditions requises aux fins de l'ouverture de celle-ci sont réunies, assortie de la copie d'une pièce d'identité en cours de validité du signataire de la requête;
  - b. la copie des statuts de l'école, adoptés par la majorité des moniteurs de ski de celle-ci;
  - c. la liste nominative des moniteurs de ski effectifs inscrits au tableau des effectifs de l'école, avec mention de la catégorie à laquelle ils appartiennent, de leur qualification et de leur spécialisation;
  - d. la déclaration d'engagement de chaque moniteur, selon le nombre minimum requis, assortie de la copie d'une pièce d'identité en cours de validité de celui-ci;
2. Instruction par la Structure régionale compétente (Structure Organismes et professions du tourisme de l'Assessorat régional des Biens culturels, du Tourisme, des Sports et du Commerce) comportant:
- a. une lettre transmise au requérant, attestant l'ouverture de la procédure et indiquant le nom de son responsable, celui du responsable de l'instruction et des sujets à saisir en cas de non-respect des dispositions prévues. La procédure doit impérativement se conclure dans les 60 jours suivant la réception de la SCIA;
  - b. la vérification du respect des conditions requises par la loi, par le biais d'une demande adressée à la Commune territorialement compétente quant à la destination des locaux destinés à l'école de ski (en cas d'utilisation non exclusive) ou d'une visite des lieux visant à vérifier la véracité des déclarations effectuées;
  - c. une demande relative à l'avis de l'AVMS quant à l'inscription au tableau des moniteurs associés et aux statuts présentés, afin d'en vérifier la conformité aux principes énoncés par la loi régionale;
  - d. une fois l'avis susmentionné obtenu, l'approbation des statuts par acte du dirigeant;
  - e. en cas de vérification de l'absence de l'une des conditions nécessaires pour l'ouverture de l'école, disposition immédiate de fermeture de celle-ci par acte du dirigeant, et application des sanctions administratives visées à l'art. 25 de la l.r. n° 44/1999 (paiement d'une amende allant de 1 000 euros à 3 000 euros);
  - f. à l'expiration du 60^e jour, l'absence de communication de refus implique l'autorisation définitive relative à l'ouverture de l'école de ski.

Procédure à suivre pour les modifications à la SCIA

Tout changement concernant les états, faits, conditions et titres déclarés dans la SCIA doit être communiqué sous trente jours à la structure régionale compétente, selon les modalités suivantes:

1. modification du nombre de moniteurs de ski, en plus ou en moins, non susceptible de compromettre le nombre minimum d'effectifs requis : lettre indiquant les noms des moniteurs supprimés ou ajoutés;
2. modification du nombre de moniteurs de ski, en plus ou en moins, susceptible de compromettre le nombre minimum d'effectifs requis : lettre indiquant les noms des moniteurs supprimés ou ajoutés et déclaration d'engagement assortie d'une pièce d'identité des nouveaux moniteurs;
3. modification de l'un des noms indiqués dans la SCIA d'origine (représentant légal, directeur, responsable technique ou commissaires aux comptes) : nouvelle SCIA avec indication du nombre minimum de moniteurs requis pour l'ouverture;
4. modification des caractéristiques physiques du siège indiquées dans la SCIA d'origine : nouvelle SCIA avec indication de conformité aux conditions prévues par la loi;
5. modification des statuts de l'école : nouvelle SCIA avec copie des statuts modifiés.

La procédure d'autorisation des nouvelles SCIA est analogue à celle de la SCIA d'origine, en termes de délais et d'instruction. En ce qui concerne la procédure relative aux communications simples, le délai est toujours de 60 jours, selon le principe de l'accord tacite.